



Paris, le 26 septembre 2015, le meeting internationaliste du Parti ouvrier indépendant

● Nous, 1000 travailleurs, jeunes, militants ouvriers, élus, réunis le 26 septembre 2015 à Paris, dans un meeting du Parti ouvrier indépendant (POI), avons entendu des militants ouvriers venus d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de Grèce et d'Italie.

● Nous constatons : « Mémoires » d'austérité en Grèce, « jobs à un euro » des lois Hartz en Allemagne, « contrats à zéro heure » en Angleterre, « Job Act » en Italie... partout, les plans

de l'Union européenne visent à baisser le « coût du travail », à déréglementer les droits et à surexploiter la jeunesse.

● Il n'y aura pas d'issue pour les travailleurs et la démocratie sans la rupture avec l'Union européenne, sans en finir avec tous les plans anti-ouvriers dictés par les institutions de Bruxelles (Commission européenne, BCE) et le FMI, et tous les gouvernements, de droite comme de « gauche », qui s'en font les relais.

Un vrai travail, un vrai salaire !

Avec un vrai diplôme, avec toutes les garanties du Code du travail, des conventions collectives et des statuts.

C'est ce que veulent des millions de jeunes ; c'est ce que veulent les millions de chômeurs ; c'est ce que veulent les salariés, dans le privé face aux plans de licenciements, comme dans le public où les statuts sont menacés.

Ne touchez pas au Code du travail !

Mais l'Union européenne exige un « marché du travail flexible ». Dans toute l'Europe, elle dicte ses « réformes » du marché du travail : semaine de 60 heures en Roumanie, suspension de toutes les conventions collectives en Grèce...

Mais le gouvernement Hollande-Valls, en fidèle exécutant, multiplie les coups contre les acquis ouvriers : pacte de responsabilité, loi Macron, etc. La directrice du FMI déclare : « J'ai apprécié Macron 1, il faudrait Macron 2, Macron 3... »

Le gouvernement est en train d'envoyer 150 000 jeunes en « service civique », payés moins de 600 euros par mois, hors Code du travail ! Au même moment, Hollande décide une nouvelle intervention militaire en Syrie, qui va chasser de chez eux de nouvelles vagues de réfugiés et engloutir des milliards d'euros dans l'armement, au nom des guerres décidées à Washington, Paris et Londres.

Quant au ministre Macron, il déclare devant les patrons du Medef : « *Embauchez des apprentis, quand ils sont mineurs, c'est gratuit.* » D'un côté, les plans de licenciements, les suppressions d'emplois dans la fonction publique, comme en Grèce. De l'autre, la surexploitation des jeunes embauchés gratuitement et sans garanties.

Après avoir commandé le rapport Combexelle, le gouvernement prépare un projet de loi, pour début 2016, pour détruire le Code du travail. « *Trop compliqué* », « *trop long* », « *il faut le simplifier* », répètent patrons, ministres et « commissaires européens ». Pour qui ? Pas pour les travailleurs !

Le gouvernement parle de « *concertation* », de « *dialogue social* ». Cela n'a qu'un but : associer les organisations syndicales à ses plans, aliéner leur indépendance, exiger d'elles qu'elles contribuent à détruire le Code du travail, socle des droits ouvriers ! >>>

